Défendre et renforcer les droits syndicaux dans les services publics

Conférence de clôture, Skopje, Macédoine du Nord, 22 septembre 2022

Questions soumises aux groupes de travail pour examen

La session de la conférence qui se tiendra l'après-midi s'ouvrira sur des discussions en groupes de travail afin de donner aux participants la possibilité d'échanger des points de vue de manière plus ouverte et plus souple. L'objectif sera de faire émerger des idées sur la façon dont nos trois fédérations et leurs affiliés peuvent poursuivre la lutte en faveur des droits syndicaux aux niveaux national et international. Il n'est pas nécessaire d'examiner tous les points en détail et votre groupe de travail peut tout à fait se concentrer sur un ou deux points particuliers.

Au niveau national

- Pouvez-vous citer une initiative spécifique dans le cadre de laquelle votre syndicat a réussi à protéger et/ou promouvoir les droits syndicaux en menant des campagnes, du lobbying ou des négociations, et pouvez-vous décrire votre démarche ? Y êtes-vous parvenu seul ou en coopération avec d'autres syndicats, des confédérations, des organisations de la société civiles ou des hommes politiques ?

- Avez-vous tout particulièrement réussi à obtenir le soutien des acteurs suivants : opinion publique, médias, mouvement syndical au sens large, employeurs, hommes politiques ou pouvoirs publics ?

- La question du statut particulier de certaines catégories de travailleurs fait-elle partie des thèmes abordés au sein de votre syndicat au regard de la protection des droits syndicaux ?

Aux niveaux de l'UE et du Conseil de l'Europe

- Pouvons-nous tirer des enseignements des succès rencontrés au niveau national pour améliorer nos activités de lobbying, nos campagnes et nos

Avec le soutien financier de la Commission européenne

négociations au niveau européen (sachant que notre position est que TOUS les travailleurs publics, y compris les membres des forces armées et des forces de police, devraient être soumis aux mêmes normes sociales minimales de l'UE que les autres travailleurs) ?

Avec le soutien financier de la Commission européenne